

Face à la crise agricole, le bio tire son épingle du jeu

LE MONDE ECONOMIE | 25.02.2016 à 11h43 • Mis à jour le 26.02.2016 à 07h45 | Par [Laurence Girard](#)



Dans un magasin Biocoop de Paris, en novembre 2015. CHRISTOPE MORIN/IP3/MAXPPP

« Mes pneus, je les ai gardés chez moi. Je ne comprends pas pourquoi des agriculteurs manifestent. Ils demandent des aides, des prix. Mais il faut revoir le système. Moi, j'ai fait le choix d'aller vers la bio. » Eleveur laitier breton, installé à Pleumeleuc (Ille-et-Villaine), Richard Leduc fait partie des nouveaux convertis à l'agriculture biologique. Son cas n'est pas isolé, loin s'en faut. La crise agricole, qui secoue nombre d'agriculteurs étranglés financièrement par des prix bas et des charges élevées, suscite un afflux de conversions.

Lire notre portrait : [Philippe Hébert, céréalier converti au bio « par calcul économique »](#)

Les chiffres publiés jeudi 25 février par l'Agence Bio le prouvent. Les surfaces engagées en agriculture biologique ont bondi de 17 % en un an, pour [atteindre](#) 1,3 million d'hectares fin 2015. Sur cette seule année, 220 000 hectares sont passés en conversion. Même si cela ne représente encore que 4,9 % du territoire agricole en [France](#).

Le nombre de producteurs ayant aboli pesticides et engrais chimiques dans leur exploitation a progressé de 8,5 % : ils sont désormais 28 725. Là encore, cela ne représente que 6,5 % des fermes françaises, mais près de 10 % des emplois agricoles. L'Agence Bio estime le poids de cette filière agricole à 69 000 emplois équivalents temps plein. Si l'on ajoute les salariés des [entreprises](#) de transformation et de distribution, le chiffre est proche de 100 000 salariés.

« Je n'étais qu'un numéro »

Les exploitations bio, qui regroupent souvent plusieurs activités, nécessitent plus de main-d'œuvre. « *Nous avons cinq salariés, soit 3,6 équivalents temps plein* », explique Stéphanie Pageot, présidente de la Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB). Installée avec son mari et son beau-frère en Loire-Atlantique, elle élève 55 vaches laitières sur 180 hectares. Le lait produit est pour moitié transformé sur place, en tomme et en crème, et pour moitié vendu à la laiterie Saint-Père, détenue par Intermarché.

« J'ai voulu [retrouver](#) un [pouvoir](#) de décision, un prix rémunérateur »

M^{me} Pageot constate elle aussi « *une nouvelle vague de conversions au bio depuis six mois sur tout le territoire* ». Pour l'anecdote, elle cite une récente réunion d'information organisée sur la bio en Ille-et-Vilaine, où une centaine d'agriculteurs sont venus. Une assistance record. Elle estime que « *la vague est plus forte qu'en 2009, la crise étant plus aiguë* ». En 2009, la chute brutale des prix du lait avait incité des éleveurs à [franchir](#) le pas. Mais depuis 2013, la machine semblait [ralentir](#). Cette fois, ce sont non seulement les éleveurs qui se pressent au portillon, mais aussi les céréaliers touchés par des rendements moyens et des prix des céréales déprimés.

« *J'ai failli arrêter* », concède M. Leduc. A 50 ans, après l'échec d'un rapprochement avec deux voisins, l'éleveur breton s'est posé la question, avant d'opter pour un changement d'orientation. « *J'aimais mon métier quand même, explique-t-il. Mais en conventionnel, plus on produit, moins il nous reste de revenus. J'ai voulu retrouver un pouvoir de décision, un prix rémunérateur.* » Il a également fait le choix de ne plus [livrer](#) le lait bio de ses 45 vaches à Lactalis, même si le géant laitier de Laval restait preneur. « *Chez eux, je ne suis qu'un numéro* », estime l'éleveur, qui a décidé de [travailler](#) avec Biolait.

L'enjeu clé pour tous les agriculteurs, ce sont les prix. Aujourd'hui, le lait conventionnel payé par les grands acteurs, industriels comme coopératives, est tombé à 270 euros la tonne. En bio, il peut [être](#) valorisé entre 400 et 450 euros, sans les aléas de forte variation. De plus, le coût de l'alimentation animale est fortement réduit. « *Mes bêtes pâturent et toutes mes cultures sont maintenant orientées pour les [nourrir](#). En arrêtant d'acheter tourteaux de soja et de colza, j'épargne 2 500 euros par mois. Cela me paie mes prêts* », précise M. Leduc.

Lire aussi : [Vous dépensez 100 euros dans l'alimentaire, combien vont aux agriculteurs ?](#)

Appétit des consommateurs

Mais tout l'édifice repose sur l'appétit des consommateurs pour l'alimentation bio. « *Il faut que la [consommation](#) suive. Pour l'instant, elle progresse de manière positive. De plus, les récentes*

émissions de télévision sur France 2 dénonçant les pesticides ont un impact. Les clients s'interrogent et cherchent la qualité de l'alimentation », affirme Claude Gruffat, président du réseau de distribution Biocoop. Selon l'Agence Bio, le marché des produits bio a encore progressé de 10 % en 2015 et pèse aujourd'hui 5,5 milliards d'euros.

De plus, le chemin vers l'agriculture verte n'est pas toujours rose. « *On ne peut qu'être satisfait de [voir arriver](#) ces nouveaux candidats. Mais la porte n'est pas ouverte à tout [le monde](#). Il faut être prêt professionnellement et [avoir](#) une bonne santé économique pour franchir le pas* », estime M. Gruffat.

Lire aussi : [Comment sont formés les agriculteurs de demain](#)

Autre sujet majeur de préoccupation : le système des aides à l'agriculture bio, déjà fragilisé, n'est pas taillé pour un afflux de candidatures. L'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, la FNAB, le syndicat des transformateurs et distributeurs bio Synabio et le bras [armé](#) des coopératives Coop de France ont décidé de [tirer](#) ensemble la sonnette d'alarme, avant l'ouverture du Salon de l'agriculture, samedi 27 février à [Paris](#). Dans un communiqué publié jeudi 25 février, ils appellent à la mobilisation, estimant que « *les aides à la conversion et au maintien en agriculture biologique sont gravement menacées* ».

Dans la nouvelle [politique](#) agricole commune, celles-ci sont gérées par les régions. Or, les aides programmées pour la période 2015-2020 « *sont d'ores et déjà épuisées, comme dans le [Centre](#) et en [Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées](#)* ». « *Un nombre croissant d'agriculteurs souhaite [passer](#) à l'agriculture biologique et ce mouvement a été largement sous-estimé* », affirment les signataires, qui ont envoyé un courrier au ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll. Selon M^{me} Pageot, « *sur les 160 millions d'euros annoncés dans le plan Ambition Bio par M. Le Foll, seuls 130 millions ont été versés en 2015* ».

•



[Laurence Girard](#)

Journaliste au Monde